

## Crise : l'Etat ne sauve que les capitalistes

Six mois après son éclatement, la crise continue de s'approfondir. La Chine a vu 20 millions de travailleurs migrants perdre leur travail, en France, le chômage a augmenté de 90 000 personnes en un mois, et aux Etats-Unis au centre de la crise, c'est plus de 500 000 emplois par mois.

En France, on nous dit que c'est le seul pays où il y a des manifestations. Ailleurs, les gens seraient partout solidaires de leur gouvernement et du système en place. Et un pays uni aurait plus d'atouts pour se sortir du pétrin.

C'est un gros mensonge. En Islande, la population s'est relayée devant le Parlement et a obligé le gouvernement à démissionner. En Espagne, des manifestations très vives ont eu lieu contre les licenciements dans l'automobile. Au Japon, des manifestations de travailleurs renvoyés se multiplient et attirent de plus en plus de monde. En Russie, des milliers de manifestants ont crié leur colère dans de nombreuses villes. Dans l'Est du pays, il a fallu envoyer des policiers d'autres régions car la police locale refusait d'intervenir.

Ces informations sont noyées en trois ou quatre petites lignes au milieu d'un journal comme Le Monde. La presse, les télé, ont fait leur choix : tous font semblant de critiquer le système qu'ils avaient applaudi pendant des années. Mais c'est pour mieux le sauver.

Journalistes, économistes, politiciens, tous trouvent très bien ce que font les Etats : une aide massive, énorme, comptée en centaines de milliards d'euros ou de dollars, pour les banques et les grands groupes capitalistes ; une autre « aide », dix fois, cent fois plus petite, à quelques catégories de la population.

Si les politiciens de gauche discutent, c'est seulement sur le dosage de ces aides. Mais personne ne nous dit que ces milliards, ces centaines de milliards n'existent pas. Pour les faire exister, les Etats lancent discrètement des emprunts, s'endettent, avec des intérêts à payer donc. Et auprès de qui ? Justement auprès de tous ces banquiers et investisseurs dont on crie sur les toits que leurs pratiques sont à critiquer.

Plus personne ne voulait leur prêter quoi que ce soit ; même entre eux, ils n'avaient plus aucune confiance. Et ce sont les Etats qui leur redonnent des couleurs, ou en tout cas essayent.

Mais en les renflouant ainsi, l'Etat fait aussi durer la crise. Les banques et les assurances pleines « *d'actifs toxiques* » continuent de survivre, et continuent de garder leurs produits qui ne valent rien, alors que l'économie ne pourra repartir que lorsque l'on sera à peu près sûr qu'ils sont éliminés. Chaque capitaliste sait que ce qui compte, c'est qu'il en soit détruit le maximum, et qu'ensuite les affaires pourront reprendre. Mais aucun ne veut annoncer le premier qu'il a autant de papiers pourris, chacun espère s'en sortir si d'autres sont éliminés avant lui.

La crise était au départ une crise des « *sub-prime* », des prêts immobiliers américains à des ménages pauvres. Elle est devenue une crise financière parce que tous les capitalistes avaient aussi multiplié les crédits de toutes sortes, à une échelle incroyable. Et ce que fait l'Etat aujourd'hui, en mettant ses milliards dans les banques, dans l'industrie automobile, dans le bâtiment, c'est finalement reprendre à son compte les dettes des capitalistes privés, pour tenter de sauver un maximum d'entre eux.

Et s'il agit ainsi, c'est avec le calcul de venir demain nous présenter la note, une fois le gros de la crise passé. Pour rembourser ces emprunts gigantesques, il voudra nous faire les poches, par des impôts nouveaux, ou des baisses de salaires. En Islande, il a baissé ceux des fonctionnaires de 15% et augmenté toutes les taxes.

Oui, il est plus que juste de manifester ! Mais il faut en profiter pour dire qu'on n'est pas dupe : Etat, banquiers et gros patrons tentent de se sauver ensemble.